

4^e

CONGRÈS

des études sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans

28 juin - 2 juillet 2021



Atelier 12

Classes moyennes, classements sociaux et classifications savantes dans le monde arabe

Des études économiques récentes ont dévoilé la « structure sociale duale » des sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient (Alvaredo et al. 2017, Assouad et al. 2018) : s'y feraient face une minorité extrêmement riche et une vaste majorité pauvre ou paupérisée, dont les classes moyennes seraient quasi-absentes. Pourtant, ces dernières ont été historiquement perçues, tant dans les représentations sociales que savantes, comme le segment central des sociétés du monde arabe : mythifiées comme moteurs du développement et comme piliers des régimes, elles ont ensuite été érigées en principes actifs des printemps arabes. La plupart des citoyen-ne-s se « classent » aussi volontiers comme « classes moyennes » - celles-ci constituant une catégorie extensive qui permet les projections de multiples imaginaires sociaux- quelques soient les revenus réels.

Cet atelier vise à explorer ce paradoxe de l'omniprésence subjective des classes moyennes, et de la difficulté d'en spécifier les conditions objectives d'existence. Les contributions, s'inscrivant dans des approches disciplinaires variées, analyseront: 1) les méthodes et échelles à partir desquelles sont construites les classifications savantes et/ou expertes de la stratification sociale ; 2) les classements ordinaires par lesquels les groupes sociaux construisent leurs positions et celles des « autres » ; 3) les possibilités d'objectivation des conditions matérielles d'existence des classes moyennes, de leurs évolutions et de leurs trajectoires de re/déclassement.

Responsables : Assia Boutaleb (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP) et Marie Vannetzel (CNRS, CEDEJ)

Discutante : Myriam Catusse (Aix Marseille Université, CNRS, IREMAM)

Programme de l'atelier

Laure Assaf (New York University, Abu Dhabi)

Peut-on parler de classes moyennes aux Émirats arabes unis ?

Les sociétés du Golfe ont principalement été analysées à travers la division entre citoyens et non-citoyens : les premiers concentrent des privilèges économiques et sociaux, tandis que les seconds sont soumis à leur statut de « travailleurs temporaires ». Cette dichotomie échoue cependant à décrire la complexité des hiérarchies sociales dans la région : un fossé sépare en effet les familles dirigeantes des citoyens ordinaires, de même qu'un fossé – social et géographique – sépare les ouvriers logés dans des camps de travailleurs du reste des résidents étrangers. Entre ce sommet et cette base se trouvent de très hétérogènes « classes moyennes », marquées par des hiérarchies intersectionnelles. À partir du cas d'Abou Dhabi, capitale des Émirats arabes unis, cette contribution propose de se fonder sur les discours des résidents pour bâtir une définition ethnographique de ces classes moyennes et de leurs stratifications, autour notamment de la notion de « styles de vie ».

Laurence Dufresne Aubertin (Aix-Marseille Université, Mesopolhis/IREMAM)

Classer et se classer dans un dispositif d'accès aux logements sociaux en Algérie

En Algérie, le logement est affiché depuis la fin de la guerre civile comme la priorité des pouvoirs publics. Financée par les dividendes tirés de la rente pétrolière, la distribution de logements est emblématique des relais par lesquels convoient les aides économiques de l'État. Faisant figure de « bien public », la distribution de logements renvoie à des arrangements de pouvoir où l'État est tenu d'assurer des formes de subsistance à la population par l'accès à la propriété. Autrement dit, l'acquisition de ces ressources patrimoniales constitue un ressort central de la mobilité sociale pour les différents groupes sociaux.

À partir d'une enquête réalisée à Alger et à Oran auprès de responsables politiques et administratifs d'une part, et de requérant.e.s de logements résidant dans des habitations précaires de l'autre, cette communication entend explorer les luttes de classements qui s'opèrent au sein d'un programme d'accès aux logements sociaux. Il s'agira d'abord d'examiner la production de l'action publique en matière de logements qui propose, à travers différents programmes, une catégorisation des groupes sociaux et une définition parfois concurrente des ayant-droits. Puis, d'analyser les appréciations croisées de ces différents acteurs dans l'objectivation des conditions matérielles qui procède de l'insertion dans les opérations de relogement.

Choukri Hmed (Université Paris-Dauphine PSL/ IRISSO)

À la recherche des classes perdues. Stratification, division du travail social et production du capital symbolique dans la Tunisie post-2011 »

Depuis les années 1980, la problématique de la classification sociale en Tunisie est, à l'instar des mondes arabes, un non-objet sociologique. L'économiste Baccar Gherib faisait ainsi remarquer dans un article de 2011, que « l'on est fortement interpellé par la rareté, pour ne pas dire l'absence, d'investigations scientifiques sur les classes sociales, notamment les classes moyennes, en Tunisie » (Gherib, 2011). Selon lui, à l'exception de quelques travaux dans les années 1980, « le terrain a été pour ainsi dire abandonné, laissé en friche ». La présente communication ambitionne de rouvrir ce dossier, en proposant une réflexion épistémologique et méthodologique sur l'appareillage scientifique qui autorise à penser la stratification sociale dans la Tunisie contemporaine post-2011. Trois questions seront ainsi soulevées. D'abord, celle de savoir si la grille bourdieusienne qui permet la construction de l'espace social en France (avec deux axes représentant le capital culturel et le capital économique) est applicable, *mutatis mutandis*, à la Tunisie contemporaine. Ensuite, la question de l'objectivation des classes moyennes suppose d'affronter celle de la division du travail social (Durkheim, 1893) et de la composition des groupes sociaux. Enfin la communication proposera d'adopter une approche processuelle de la constitution des classes moyennes, en interrogeant l'activité des groupes d'intérêts et leur activité dans la production du capital symbolique, notamment de représentation.

Farah Ramzy (IEP Bordeaux, Centre Emile Durkheim)

Les écoles francophones en Egypte entre rêves élitistes et condition moyenne

En Egypte, les écoles francophones créées par les missions Catholiques ont pour longtemps été considérées des symboles de distinction de classe et du statut d'élite. Or, avec la privatisation et l'internationalisation croissante de l'éducation primaire et secondaire, ces écoles occupent désormais une place "moyenne" dans la hiérarchie des prix d'inscription, de la qualité de l'enseignement et de la valeur des diplômes obtenus. Si une observation récurrente parmi les diplômés de ces écoles qu'elle "ne sont plus ce qu'elles étaient avant", une représentation commune d'être un groupe à part, distingué des autres persiste et est souvent mise en avant. L'introduction de programmes internationaux (notamment le bac Français) au début des années 2000 crée une nouvelle voie de distinction parmi les élèves et les diplômés de ces écoles. Cette communication propose une réflexion préliminaire sur les écoles francophones et leurs transformations de marqueurs de statut d'élite à une expression d'une condition « moyenne » (parfois moyenne supérieure). À partir d'entretiens avec des diplômés de plusieurs générations ainsi que le suivi de leurs groupes Facebook le but est de croiser les représentations de ces écoles avec les trajectoires

familiales, résidentielles, éducatives et professionnelles, de ces individus. Au-delà d'une vision dualiste des classes sociales, l'hypothèse proposée est que ces trajectoires reflètent l'insertion différentielle des individus et des groupes dans l'économie néolibérale dynamique où la valeur de leurs ressources se trouve constamment changeante.